

Le montant des dépenses de santé par rapport à la taille de l'économie globale varie au fil du temps en raison des différences à la fois en ce qui concerne la croissance des dépenses de santé et la croissance économique globale. Au cours des années 1990 et au début des années 2000, on a constaté que la part des dépenses de santé dépassait généralement celle des autres dépenses dans les pays de l'OCDE, entraînant une hausse quasiment constante des dépenses de santé exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Après la volatilité de la crise économique de 2008, la part des dépenses de santé est restée relativement stable, leur croissance étant à la mesure des performances économiques globales des pays de l'OCDE. Cependant, sous l'effet de la crise du COVID-19, qui restreint fortement l'activité économique, et de la tendance à la hausse des dépenses de santé, la part des dépenses de santé exprimées en pourcentage du PIB devrait connaître un ajustement important.

En 2019, avant la pandémie de COVID-19, les pays de l'OCDE ont consacré, en moyenne, 8,8 % environ de leur PIB aux soins de santé – un chiffre plus ou moins stable depuis 2013. Les États-Unis ont enregistré de loin les dépenses de santé les plus élevées avec un taux de 16,8 % de leur PIB, devançant largement l'Allemagne, qui occupait la deuxième place avec un taux de 11,7 % (Graphique 7.1). Après les États-Unis et l'Allemagne, dix pays à revenu élevé, dont la France, le Canada, le Japon et le Royaume-Uni, ont consacré plus de 10 % de leur PIB aux soins de santé. Une douzaine d'autres pays de l'OCDE, mais aussi le Brésil et l'Afrique du Sud, se situaient dans une fourchette de dépenses de santé comprise entre 8 et 10 % du PIB. Le bloc suivant de pays consacrant entre 6 et 8 % de leur PIB aux soins de santé comprend de nombreux pays de l'OCDE d'Europe centrale et orientale, ainsi que les nouveaux membres de la région de l'Amérique latine, à savoir la Colombie et le Costa Rica. Enfin, le Mexique et la Turquie ainsi que certains pays partenaires comme la République populaire de Chine (Chine) et l'Inde ont consacré moins de 6 % de leur PIB à la santé.

Les estimations préliminaires pour 2020 d'un certain nombre de pays de l'OCDE indiquent toutes une augmentation significative des dépenses de santé exprimées en pourcentage du PIB. Cela témoigne à la fois des dépenses de santé supplémentaires qui ont été nécessaires pour la lutte contre le COVID-19 et des réductions du PIB dues aux restrictions imposées à l'activité économique. D'après les premières données, on estime que la part moyenne du PIB allouée à la santé est passée de 8,8 % en 2019 à 9,7 % en 2020. Les pays les plus durement touchés par la pandémie ont fait état de hausses sans précédent de la part du PIB allouée à la santé. Ainsi, le Royaume-Uni estimait que sa part des dépenses de santé est passée de 10,2 % en 2019 à 12,8 % en 2020, tandis que la Slovaquie constatait que sa part des dépenses de santé était passée de 8,5 % à plus de 10 %.

L'analyse de l'évolution des dépenses de santé par habitant et du PIB au cours des 15 dernières années met en évidence les deux chocs : la crise économique de 2008 et l'impact récent du COVID-19 en 2020 (Graphique 7.2). Alors que les économies de l'OCDE se sont contractées fortement en 2008 et 2009, la croissance des dépenses de santé s'est maintenue pendant un certain temps avant de décliner également – oscillant juste au-dessus de zéro entre 2010 et 2012 – tandis qu'une série de mesures d'action visant à enrayer les dépenses publiques de santé ont été mises en place. Pour le reste des années 2010, le taux moyen de croissance des dépenses de santé dans les pays de l'OCDE a eu tendance à suivre de près la croissance de l'économie en général. L'écart s'est creusé en 2019, avec une

croissance plus forte des dépenses de santé. Avec les fermetures généralisées et autres mesures de santé publique limitant drastiquement la production économique et les dépenses de consommation, de nombreuses économies de l'OCDE ont connu un déclin en chute libre en 2020. Ainsi, le PIB par habitant a diminué de plus de 4,5 % en moyenne, l'Espagne et le Royaume-Uni enregistrant des baisses à deux chiffres de leur PIB. La nécessité d'accroître les dépenses de santé, notamment de la part des gouvernements, face à la pandémie a engendré une croissance moyenne des dépenses par habitant avoisinant les 5 %, selon les données préliminaires pour un certain nombre de pays de l'OCDE. Il s'agit probablement de la croissance des dépenses de santé la plus rapide jamais enregistrée au sein de la zone OCDE au cours des 15 dernières années.

Les tendances des dépenses de santé et du PIB au cours de cette période se sont traduites par une ligne d'évolution distincte avec des variations brutales du rapport dépenses/PIB en 2009 et 2020, et une période de stabilité entre les deux (Graphique 7.3). Si l'on porte l'attention sur quelques pays, l'Italie et le Royaume-Uni ont suivi cette tendance de près, le Royaume-Uni affichant une variation encore plus prononcée en 2020. L'Allemagne et le Portugal ont connu une transition plus douce, les dépenses de santé au Portugal étant estimées à seulement 0,4 point de pourcentage de plus qu'en 2005. Malgré les chocs, les dépenses de santé en Corée ont augmenté de façon régulière d'année en année, passant de 4,8 % à 8,4 % sur la période de 15 ans.

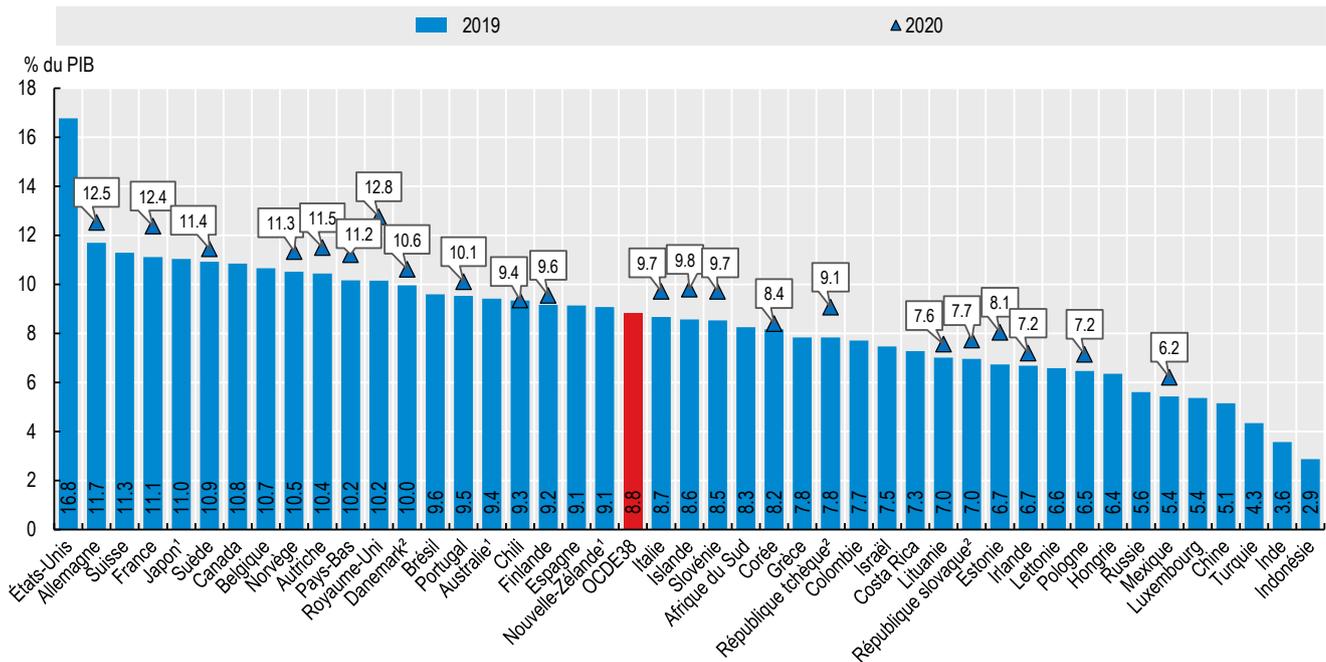
### Définition et comparabilité

Voir l'indicateur « Dépenses de santé par habitant » pour une définition des dépenses de santé. Le PIB est la somme de la consommation finale, de la formation brute de capital et des exportations nettes. La consommation finale inclut les biens et services utilisés par les ménages ou la communauté pour répondre à leurs besoins individuels. Elle comprend les dépenses de consommation finale des ménages, administrations publiques et institutions à but non-lucratif au service des ménages.

Pour des pays comme l'Irlande et le Luxembourg, où une part significative du PIB inclut des bénéfices rapatriés et non disponibles pour la consommation nationale, le revenu national brut (RNB) peut être une mesure plus appropriée que le PIB. Cependant, par souci de cohérence, le PIB demeure le dénominateur commun pour tous les pays.

À noter que les données pour 2020 sont basées sur des chiffres préliminaires fournis par les pays ou des estimations préliminaires réalisées par le Secrétariat de l'OCDE. En raison des difficultés rencontrées dans la collecte des données pendant la pandémie de COVID-19, les estimations pour 2020 peuvent être sujettes à davantage d'incertitude que d'habitude.

Graphique 7.1. Dépenses de santé en pourcentage du PIB, 2019 (ou année la plus proche) et 2020

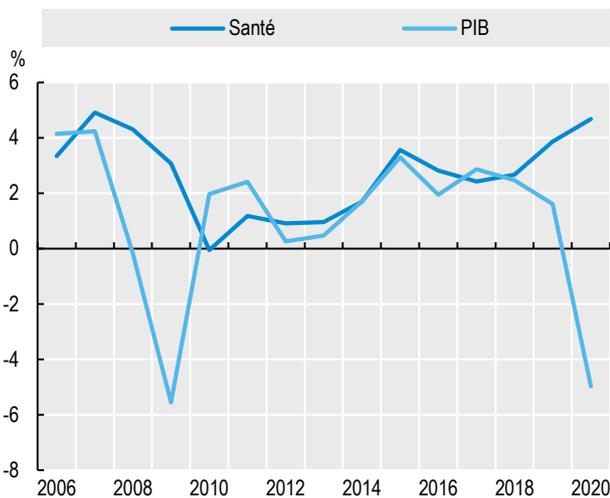


1. Estimations de l'OCDE pour 2019. 2. Estimations de l'OCDE pour 2020.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2021 ; Base de données de l'OMS sur les dépenses de santé mondiales.

StatLink <https://stat.link/clyt5p>

Graphique 7.2. Croissance annuelle réelle des dépenses de santé par habitant et du PIB, OCDE, 2005-20

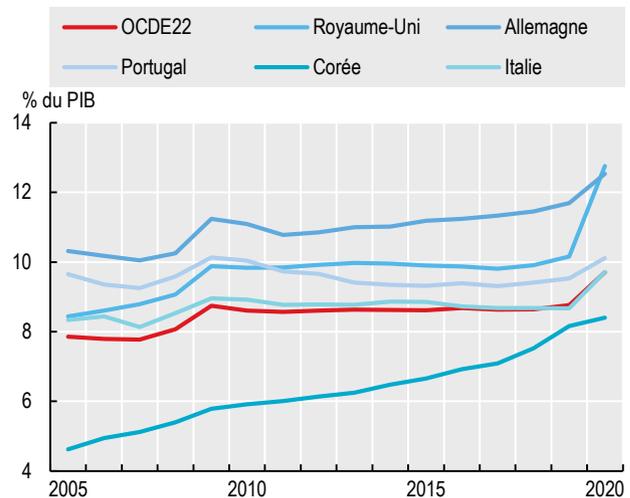


Note : Moyenne de 22 pays de l'OCDE.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2021.

StatLink <https://stat.link/a57f2i>

Graphique 7.3. Dépenses de santé en pourcentage du PIB, dans une sélection de pays de l'OCDE, 2005-20



Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2021.

StatLink <https://stat.link/smlf63>



Extrait de :  
**Health at a Glance 2021**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/ae3016b9-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2021), « Dépenses de santé en proportion du PIB », dans *Health at a Glance 2021 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/abdeea0e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.